

Arguments pour la lutte sociale n° 18

du 20 octobre 2015

Ce que révèlent, en creux, le référendum du PS et ses critiques

Selon le Parti Socialiste, son « référendum » pour l’« unité de la gauche » aux élections régionales, afin de faire barrage à la droite et à l’extrême droite, aurait fait, selon J-C Cambadélis, 90% de « oui » sur 250.000 votants, ce qui est paraît-il un succès.

Bien entendu, cette information soulève doute, ironie, etc., toutes choses bien méritées car : qui divise ? qui divise, si ce n’est le président et le gouvernement, dont la politique patronale ultra sème pauvreté et désespoir et qui, en plus, utilisent cyniquement le chantage à la droite et au FN pour accuser les victimes de leur politique de ses conséquences ?

Cela dit, le « référendum » du PS a suscité des critiques politiques nombreuses à gauche qui, au fond, ne répondent pas aux vraies questions et se situent sur le même terrain que lui. Les « frondeurs » regrettent un « *coup de pub* » mais s’abstiennent sur le budget et soutiennent l’une des attaques les plus réactionnaires et les plus violentes de ce gouvernement, sa « *réforme du collège* ». Un « contre référendum » suscité par EELV demandait à ce même gouvernement de faire une « *politique de gauche* » alors que ses inspirateurs, de même que les dirigeants du PCF, s’apprêtent à cogérer les Régions issues de la réforme territoriale avec les élus PS pro-gouvernementaux, comme ils l’ont fait jusqu’à présent, mettant en œuvre leur politique, mettant en œuvre la réforme territoriale. Beaucoup de courants politiques répètent « plus jamais avec le PS » mais sont bien en peine de dessiner une perspective politique alternative, à supposer que ceci soit encore leur préoccupation.

En creux, le « référendum » du PS reflète cette carence. Car il faut en effet barrer la route à la droite et à l’extrême droite, mais ceci est impossible si l’on soutient peu ou prou la politique du président et du gouvernement.

Le refus de la CGT d’aller à la « conférence sociale », un événement politique de premier ordre

Le 14 octobre dernier, la Commission Exécutive Confédérale de la CGT, réunie à Limoges, décidait de boycotter la « conférence sociale » du 19 octobre, accusant notamment le premier ministre : « *Lorsque l’on qualifie les salariés de voyous, de quel côté se situe-t-on ?* ».

Cette décision reflète, elle, la véritable situation politique vue par ceux d’en bas, les salariés, actifs, chômeurs, retraités, en formation - les prolétaires.

C'est leur mécontentement radical qui conduit la direction de la CGT à choisir de ne pas aller à cette cérémonie à la gloire de l'intégration des syndicats à l'État et au main-dans-la-main avec le patronat, alors qu'elle avait d'abord compté s'y rendre. L'onde de

choc contre la persécution policière et patronale engagée contre les « voyous » d'Air France traduit un sentiment profond et généralisé, qu'aucune force politique n'exprime à ce jour au plan électoral.

Il y a donc eu haro contre la CGT. François Hollande en a pris la tête : depuis Air France c'est désormais l'exécutif de la V^e République qui se porte en première ligne, qui appelle à la répression, et qui tance les mauvais sujets. La montée du FN, c'est la faute aux salariés, le syndicalisme, c'est « je m'associe à vos décisions » (alors que le communiqué de la CGT du 14 octobre réclame, à juste titre, « *de véritables négociations* »). Si la décision à laquelle a été conduite la direction de la CGT suscite autant, disons-le, de haine, c'est qu'elle suggère une direction : celle de l'unité, de la vraie unité, contre le patronat et contre l'État.

La vraie unité pour le vrai rapport de force

De ce point de vue la division à combattre n'est pas celle « de la gauche », mais celle qui aligne les syndicats sur l'État et les instrumentalise. Si les directions de FO et de la FSU avaient choisi de ne pas aller elles non plus à la « conférence sociale » au lieu de confirmer qu'elles iraient (communiqué de la FSU à ce sujet publié dans l'heure suivant la décision de la CGT !), l'unité réelle aurait avancé. Imposer cette unité d'action se fera par en bas, comme c'est déjà le cas dans la mobilisation contre la « réforme du collège ».

Et c'est ainsi qu'un rapport de force susceptible d'empêcher ce qui vient de se passer contre les retraites complémentaires pourra, très rapidement, s'imposer. Cet « accord » signé entre le patronat et la CFDT, la CFTC et la CGC fait que la retraite complémentaire à taux plein dans le privé n'est désormais possible qu'en partant à 63 ans ! Insidieusement, mais clairement, le cap est mis sur la retraite à 67 ans, comme en Allemagne et en Grèce : travailler beaucoup plus longtemps pour gagner beaucoup moins.

Ce qu'ils nous préparent dans et autour des Régionales

Arrêter cela, arrêter cet emballlement qui en arrive maintenant à la casse décisive, c'est combattre le président Hollande et son gouvernement sans craindre de « faire le jeu de la droite », pour les défaire.

Les élections régionales ne peuvent pas passionner les gens parce qu'elles ne comportent aucune alternative, toutes les listes à ce jour se situant de fait dans la perspective de la « gestion des Régions » autrement dit de la mise en œuvre des politiques patronales et gouvernementales - sauf peut-être d'éventuelles listes de témoignage, mais la question n'est pas de témoigner, mais d'unir pour empêcher.

Par contre, président, gouvernement et états majors préparent un « choc » pour le lendemain de ces élections sur le thème : il faut sauver la France, le FN a conquis des Régions (une, deux, ou trois) ou a bien manqué y arriver ...

Cela pour recommencer le même scénario, avec la marche continuée à la baisse des salaires réels, à la retraite à 67 ans, à l'inégalité devant la loi, l'impôt et le service public d'une Région à l'autre, à la destruction de l'école ... et donc avec les mêmes résultats.

Passons au regroupement politique

Sauf que les forces sociales en mouvement qui ont conduit la CGT à boycotter la « conférence sociale », elles, vont de moins en moins pouvoir attendre. Ce qui va apparaître crûment aussi, c'est qu'attendre 2017 sans affrontement social généralisé et centralisé serait la chose la plus dangereuse. Les affrontements sont là, la question, c'est bien, tous ensemble de les généraliser et de les centraliser.

Et cette question est politique. Elle appelle le regroupement politique, contre le président, le gouvernement, le patronat, la droite et l'extrême droite, pour exprimer l'exigence d'un gouvernement démocratique rompant avec ce régime, avec l'Union Européenne, avec le patronat, pour dire que construire cette perspective c'est répondre à une aspiration majoritaire.

A un tel regroupement politique, tous les courants, militants, groupes, issus de la crise généralisée des partis issus du mouvement ouvrier, du PS au POI en passant par le Front de Gauche, ont leur place, leur légitimité, pour peu qu'ils se décident à agir non pour des places, non pour des niches, mais pour « *les intérêts du mouvement dans sa totalité* » (Marx, 1848, *Manifeste du parti communiste*).

Après la Grande-Bretagne, la Belgique et le Portugal : le mouvement est engagé pour reconstruire une perspective politique du prolétariat

La recherche d'une issue politique par et dans la lutte des classes de celles et de ceux d'en bas, en France, va rejoindre la recherche similaire que l'on observe dans toute l'Europe.

Nous avons attiré l'attention sur les processus très importants, à cheval sur les luttes directes et sur les débats politiques, qui se sont produits dans le Labour party britannique avec la victoire de Jeremy Corbyn.

Le 7 octobre dernier, alors qu'il semblait que le mouvement de l'automne 2014 s'était essoufflé, une immense manifestation syndicale à Bruxelles a indiqué que les forces, à la base, sont toujours disponibles pour affronter les plans d'austérité.

Aux élections législatives portugaises du 4 octobre dernier, la participation recule (par rapport à 2011) de 58% à 54%, le PS progresse (en voix et en pourcentage) de 24,5 % à 32%, le Bloc de Gauche (extrême-gauche d'origine trotskyste notamment) idem de 5% à 10%, le PC allié aux Verts restant aux alentours de 8%.

Les médias, portugais et européens, ont immédiatement salué la « victoire de la droite » en tête par rapport au PS. Avant de s'apercevoir qu'une crise taraude le dit PS : la dite droite n'ayant pas la majorité, il peut choisir de gouverner avec elle ou bien avec le Bloc de gauche et la coalition PC-Verts, les voix totalisées du PS et de ces derniers dépassant les 50 % ...

Il y a deux ou trois décennies, de tels résultats auraient soulevé tout de suite la question d'un « gouvernement uni des forces de gauche ». Aujourd'hui la question que se posent les travailleurs portugais c'est plutôt : « si c'est possible, à quoi cela devra-t-il servir ? ».

De ce point de vue, la suite de la question ne devrait pas être : « à quelles concessions sont disposés les dirigeants du PC et du Bloc de gauche pour gouverner avec le PS », à savoir des concessions dans le sens de l'austérité, surtout après que la Grèce a démontré à tout le monde qu'en matière d'austérité, il n'y a pas de concessions possibles, c'est tout ou rien, qui met le doigt y mettra le bras.

La suite de la question devrait plutôt être : comment contraindre le PS portugais à former un gouvernement qui contredise toute sa politique antérieure en rompant avec l'austérité, et par conséquent en appelant les peuples d'Europe à s'unir réellement, dans la rupture avec la prétendue Union Européenne ?

Comme il semble bien qu'à l'initiative notamment des dirigeants du PC portugais, les discussions affichées ressortissent à la première catégorie présentée ci-dessus, et non à la seconde, la suite va sans doute être compliquée ...

Mais tout commence.

Solidarité avec les salariés d'Air France

RASSEMBLEMENT LE 22 OCTOBRE À 13H DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Avec les salariés d'Air France, exigeons :

- Non au plan de licenciements ;
- Arrêt de toutes les poursuites judiciaires ;
- Aucune sanction.

Organisations appelant au-delà de l'Intersyndicale d'Air France (voir communiqué ci-après) : CGT, SUD, FO

Document - Communiqué de presse intersyndical Air France

Douze Organisations Professionnelles d'Air France réunies ce jour en intersyndicale dénoncent les méthodes d'interpellations de salariés Air France suite aux événements survenus lors du CCE du 5 octobre 2015.

- Parce que les conditions de l'arrestation de ces salariés, présumés innocents, apparaissent plus proches de celles employées pour interroger de potentiels terroristes que des salariés désespérés, victimes eux aussi de la violence sociale dans laquelle ils sont plongés,
- Parce que le dialogue social est primordial,
- Parce que les organisations syndicales sont les seules à pouvoir transformer la violence sociale des projets de la direction d'Air France en négociation,
- Parce que la médiatisation à outrance et l'acharnement judiciaire ne sont pas favorables au retour de la sérénité et du dialogue social dans l'entreprise,

Nos organisations syndicales demandent la levée des poursuites et des procédures disciplinaires engagées contre tous les salariés.

- Parce qu'Air France, ce fleuron de l'industrie française, est aujourd'hui en crise par manque de vision stratégique cohérente de ses dirigeants,
- Parce que notre entreprise est victime du manque de soutien de son premier actionnaire, l'Etat, pourtant « propriétaire moral » d'Air France,
- Parce que l'État régulateur défavorise l'environnement économique dans lequel notre compagnie est plongée et arbitre souvent au profit de nos concurrents,
- Parce que les licenciements envisagés par la direction d'Air France, dans un contexte de croissance du transport aérien, constituent une faute majeure.
- Parce qu'un avenir ambitieux pour Air France est possible,

Nous appelons à la mobilisation l'ensemble des salariés, le 22 octobre prochain, afin d'exiger un autre avenir pour Air France.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction **Suivre** offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction **RSS** accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- **Envoyez nous critiques et contributions auxquelles nous donnerons suite dans la mesure de nos ressources disponibles.**